

Dans ce numéro

Eau potable et assainissement

- Apport d'une structure commerciale.
- Protos et l'eau.
- Une gestion assurée de l'eau potable au Mali.
- Centres secondaires et AEP en Afrique de l'Ouest.

Gestion de terroir

- Activités économiques et réinsertion dans le Bassin du fleuve Sénégal.

Eau et environnement en Méditerranée

- Hydrotop : Prix méditerranéen de l'eau.
- Processus Stream au Maghreb.

éditorial

L'eau : une priorité

L'eau est un secteur en crise. Le stress hydrique affecte essentiellement les pays du Sud, accentuant encore les écarts entre pays riches et pays pauvres. Dès 1977, à la conférence des Nations Unies sur l'eau de Mar del Plata, les mêmes urgences que celles actuellement évoquées étaient déjà relevées.

Conscient que l'eau est un problème global qui concerne des domaines comme le changement climatique, la sécurité alimentaire mondiale ou encore la santé, le ministère des Affaires étrangères a lancé un travail interministériel en 2000 pour définir une stratégie globale d'intervention. Un programme d'actions français dans le domaine de l'eau, basé sur la volonté d'avoir des objectifs quantifiés, ciblés, crédibles et évalués régulièrement, a été élaboré. La

diffusion et la valorisation des expériences, la coordination, le principe de subsidiarité et la répartition des rôles État/collectivités locales/secteur privé/société civile, en constituent le cœur.

Le pS-Eau souscrit pleinement à cet effort qui reflète les actions menées par ses membres depuis quinze ans pour promouvoir une solidarité internationale plus efficace dans le domaine de l'eau. Cette stratégie peut se décliner en cinq points :

- la réalisation d'un tableau de bord des interventions françaises dans le domaine de l'eau ;
- l'ouverture à une vraie collaboration avec le secteur privé, les collectivités locales, les organisations non gouvernementales et les centres de recherche ;
- la concentration de l'appui

sur quelques domaines clés où la France a une valeur ajoutée ;

- la valorisation de l'approche française (c'est en premier lieu l'approche sociale et participative française dans le domaine de l'eau dont il est fait mention) ;
- la coordination des actions avec les autres bailleurs de fonds bilatéraux, régionaux et multilatéraux.

Cette démarche volontariste se traduit par de nouveaux outils spécifiques : une cellule interministérielle fonctionnant en réseau, un fonds d'études destiné à conduire et orienter les recherches, une lettre de mission cosignée par les ministres concernés par le secteur de l'eau à l'international. Cette stratégie de concertation est pour les membres du pS-Eau l'occasion de mieux faire connaître leurs ac-

Programme « Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain »

Une vingtaine d'actions pilotes et d'actions de recherche dé-

Suite à l'appel à propositions diffusé durant l'été 2000 (cf. La Lettre du pS-Eau n° 35), une vingtaine d'actions pilotes et de recherche ont été sélectionnées par un jury scientifique, parmi les 85 propositions reçues. Ces actions qui démarrent actuellement concernent 22 pays.

L'appel à propositions lancé par le ministère des Affaires étrangères s'est structuré autour de quatre problématiques communes aux aspects gestion des déchets et assainissement des eaux usées et des excréta : aspects technico-économiques, environnementaux et sanitaires ; aspects sociologiques, anthropologiques, culturels, spatiaux et territoriaux ; aspects micro-et-macro-économiques et financiers ; aspects institutionnels, chacune de ces entrées renvoyant des thèmes spécifiques.

Durant l'été 2000, cet appel a été très largement diffusé en versions française et anglaise. Après une analyse approfondie des 85 réponses, une vingtaine de propositions ont été retenues.

Des actions diversifiées

Ces propositions concernent 22 pays, principalement d'Afrique de l'Ouest, mais aussi d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Est, d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud-Est et de la Caraïbe. Au total, ce sont ainsi près de 90 organismes (bureaux d'études, ONG, organismes de recherche, municipalités et leurs services techniques, micro entreprises et administrations du Nord et du Sud) qui sont impliqués.

L'émergence de partenaires et d'actions conduites en pays anglophones répond à une volonté forte de laisser une large place aux compétences et expériences provenant de pays jusque là moins impliqués dans les programmes

de la Coopération française.

Dans ce même esprit d'ouverture, le ministère des Affaires étrangères a invité d'autres institutions publiques à s'impliquer. L'Agence française de Développement en jouant un rôle très actif dans le comité de pilotage et le comité scientifique, le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement en finançant une action, y ont répondu et constituent de réels partenaires de ce programme.

Des activités d'échanges ouvertes à tous

Afin de favoriser les synergies, une rencontre a rassemblé à Paris, le 26 juin dernier, les membres du comité scientifique et des représentants de plus de la moitié des actions retenues.

Le programme se veut également un lieu d'échanges et de réflexion ouvert à tous. Des réunions thématiques, précédées de forums électroniques, seront organisées.

Au fur et à mesure de l'avancée des travaux, les productions écrites des diverses actions et les synthèses transversales seront mises à disposition sur les sites Web du pS-Eau et du PDM. Les colonnes de *La Lettre du pS-Eau* resteront ouvertes tout au long du programme pour faire état de l'avancement des travaux.

↳ **Contact** : Christophe Le Jallé,

Sommaire

EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

3. Apport d'une structure commerciale dans la gestion d'un service
Assurer l'indispensable accompagnement social et organisationnel d'un projet d'AEP
4. L'initiative d'une ONG belge
Protos : la recherche au service de l'eau
5. Une gestion assurée de l'eau potable au Mali
Portrait d'une femme gestionnaire à l'AEP de Kolokani
6. Acquis et pratiques de l'AEP dans les centres secondaires
La gestion du service de l'eau dans les petites villes en Afrique de l'Ouest

GESTION DE TERROIR

7. Activités économiques et réinsertion dans le Bassin du fleuve Sénégal
L'implication du pS-Eau dans la thématique Migrations et initiatives économiques

EAU ET ENVIRONNEMENT EN MÉDITERRANÉE

10. Marseille récompense les initiatives en matière de pédagogie et d'économie d'eau
Premier prix méditerranéen de l'eau au 6^e salon Hydrotop
11. Courants de connaissance au Maghreb
Processus Stream

LES INFOS DU PS-EAU

12. Organismes / Multimédia / Lectures
15. Évènements / Courrier des lecteurs
16. Emplois

Assurer l'indispensable accompagnement social et organisationnel d'un projet d'AEP

En Région de Kayes au Mali, une jeune structure commerciale se donne comme mission d'appuyer les communes et les exploitants à organiser et pérenniser le fonctionnement de réseaux d'adduction

Tringa Marena est le chef-lieu de la commune de Tringa. C'est un village Soninké situé à 90 km de la ville de Kayes sur l'axe routier Kayes/Nioro. Il est peuplé d'environ 2 400 habitants.

La situation de l'alimentation en eau était précaire à Tringa. En appui aux besoins des villageois, les migrants se sont tournés, après avoir mobilisé de fortes sommes d'argent pour l'entretien et la maintenance des pompes manuelles réalisées par eux ou par les programmes de l'État, vers la construction de puits à grand diamètre pour assurer correctement et de façon pérenne l'alimentation en eau de la population. Ainsi, onze puits à grand diamètre ceinturant le village et plusieurs puits privés ont été réalisés par les migrants.

À l'heure actuelle, tous les forages sont en panne. Le seul forage fonctionnel a été équipé pour alimenter le système d'AEP. Les sources principales d'eau dont dispose la population sont les puits à grand diamètre publics et privés, auxquels s'ajoutent les sources alternatives constituées par les eaux de surface pendant l'hivernage. L'eau de boisson en saison des pluies est celle que l'on recueille sous les tôles et toitures des maisons. Selon un adjoint du chef de village Bama Konté : « En

saison sèche, ce n'est pas le chant du coq qui vous réveille à Tringa, c'est plutôt le bruit des poulies suspendues au-dessus des puits ».

L'idée d'une AEP a commencé à germer dans l'esprit des populations et des migrants quand ils se sont rendu compte que les puits n'avaient pas résolu le problème d'approvisionnement en eau (profondeur, tarissement en saison sèche).

À l'instar des autres villages Soninké des alentours, les migrants, la Commune de Tringa et les populations locales se sont mobilisés pour réaliser une AEP. L'association Marena Kaffo au niveau local et en France s'est mobilisée pour formaliser cette idée de projet et rechercher le financement nécessaire.

À ce jour, les partenaires financiers mobilisés pour la réalisation de l'AEP sont multiples¹.

L'État malien a réalisé le forage qui a été équipé pour alimenter le château. La Direction nationale de l'Hydraulique a aussi réalisé les études techniques pour le dimensionnement du système

¹ Le ministère des Affaires étrangères, le Secours populaire français, le Sedif, les migrants à travers l'association Marena Kaffo.

d'AEP. Le coût total des investissements s'élève à 215 millions de FCFA. Les choix budgétaires prennent également en compte des mesures d'accompagnement sociales.

Interventions de 2AEP

Créé en 1999, le GIE Assistance aux adductions d'eau potable (2AEP) intervient à Tringa depuis 2000 dans le cadre des mesures d'accompagnement. Il a ainsi réalisé deux missions :

La première mission a porté sur une campagne d'information et de sensibilisation de la population, la structuration, l'organisation et la mise en place des organes de gestion et de contrôle. Cette campagne a couvert tout le village et toutes les couches sociales : femmes, jeunes filles, hommes, jeunes gens. Des rencontres et collectes de données auprès des services techniques (école, dispensaire, maternité), et des personnes ressources, ainsi que l'observation des pratiques liées à la manipulation de l'eau ont été effectuées. L'objectif de ces rencontres est de donner un contenu à la stratégie de sensibilisation sur l'hygiène de l'eau.

Les délégués (un homme et une femme ou deux femmes) des groupements d'usagers (« robi-

netons ») ont été élus par les familles gravitant autour de la même borne-fontaine. Au total, 32 délégués dont 14 hommes et 18 femmes ont été élus par les 16 groupements d'usagers.

Le Bureau d'adduction d'eau sommaire (BAES), organe de gestion de l'AEP, a été élu lors d'une Assemblée générale par les 32 délégués sous la présidence du chef de village, président d'honneur de l'association. Un comité de surveillance chargé de veiller à la bonne gestion de l'AEP a également été mis en place par les délégués. Il est composé de trois membres.

Le BAES a été élu avec un programme minimum d'actions (recentrage des délégués élus au BAES, élection des fontainiers par les groupements d'usagers en lien avec les délégués). Il comprend dix hommes et quatre femmes.

Des porteurs d'actions pour les campagnes de mobilisation sociale ont été identifiés (femmes et hommes leaders, gens de caste, etc.). Ils ont planifié en concertation avec les groupes de jeunes filles et jeunes garçons (identifiés) l'organisation mensuelle d'une journée sur la salubrité, autour des places publiques du village. Cette activité fera d'eux des interlocuteurs efficaces pour discuter hy-

giène et assainissement avec les usagers.

La deuxième mission a porté sur la mise en place d'un système organisationnel qui favorise l'appropriation du système par les usagers. Les activités à mener de front au cours de cette deuxième mission étaient relatives à la fixation du prix de l'eau, la validation du choix des agents techniques, la finalisation institutionnelle, la formation des fontainiers.

Le prix de l'eau à Tringa a été

fixé sur la base d'un calcul théorique croisé avec les expériences des neuf centres AEP de la première région, financés par la KFW. Sur des bases réelles (salaires, charges de fonctionnement, entretien, ristourne des fontainiers), en concertation avec les membres du bureau et du comité de surveillance, les agents de gestion et personnes ressources, le prix théorique de l'eau a été revu et corrigé sur le terrain. Il a été fixé à 500 FCFA/m³. Ce prix a été adopté en

Assemblée générale des délégués élargie au conseil de village, représentants des migrants, leaders, femmes, etc.

Le choix du personnel technique de gestion (plombier, gestionnaire, mécanicien), préalablement fait par les migrants, devrait être validé. L'objectif de ce travail est de vérifier la pertinence de ce choix par rapport au niveau, à la disponibilité, à la compétence et à la rémunération du personnel choisi.

La finalisation institutionnelle, dont l'objectif est l'obtention du récépissé, était de faire signer les statuts et le règlement intérieur initialement adoptés par l'AG constitutive de l'AUE. Ces documents ont été déposés auprès de l'administration à Yélimané. Cette procédure sera bientôt couronnée

Contact : Boubacar Macina, GIE Assistance aux AEP, BP 71 Kayes, Mali. Tél./fax : 223 52 21 11. E-mail : amps@afribone.net.ml

L'initiative d'une ONG belge

Protos : la recherche au service de l'eau

En 1977, un groupe d'industriels, d'assistants universitaires et de jeunes diplômés a pris l'initiative de constituer une nouvelle association, Protos, qui avait comme but de contribuer au progrès humain dans les pays du tiers-monde.

Actuellement, Protos soutient dans quatre régions du Sud (Haïti, Équateur, Afrique occidentale et centrale) différents projets ayant pour but d'améliorer les conditions de vie de la population locale, et d'augmenter leur expertise et leurs capacités organisationnelles. Chaque année, environ 120 millions de francs belges sont investis dans ces régions, principalement dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Protos est une organisation indépendante basée en Belgique, dirigée par un Conseil de direction constitué par des entrepreneurs, cadres, professionnels universitaires et experts en développement motivés et engagés. Le secrétariat permanent à Gand, point d'appui des activités, comprend huit collaborateurs expérimentés, dont trois ingénieurs.

Dans chacune des régions partenaires, un bureau régional

accompagne les organisations locales dans la formulation, l'exécution et la gestion de projets de développement. Dans ces bureaux régionaux, un ou deux ingénieurs européens expérimentés apportent leur soutien à l'équipe locale.

Publications de Protos

Forte de son expérience sur le terrain dans diverses régions du Sud, Protos a été chargée de la conception et de la rédaction de l'ouvrage « Manuel de topographie ». Il s'adresse aux ingénieurs, topographes ou équivalents d'organismes divers travaillant dans le secteur de l'eau potable au Sud, et prétend servir de document de référence pour les travaux de topographie dans le cadre de projets dans ce secteur. Il est basé sur de nombreuses expériences dans les différentes régions où Protos est active. Son utilisation

pratique requiert une formation de base en topographie, bien qu'il puisse également servir à la formation de topographes au Sud.

Après un résumé théorique de la topographie et une présentation des différents appareils utilisés, ce livre présente l'organisation des différents travaux ayant trait à la topographie : les levées, l'élaboration des plans, l'organisation des missions topographiques, etc. Il peut donc être consulté à la carte, suivant les besoins du lecteur. Pour plus de facilité dans la recherche des références, un index reprend les principaux mots clés et renvoie aux chapitres traitant de ces informations.¹

Par ailleurs, Protos a édité une brochure « La filière mondiale de l'eau », qui traite de la problématique de l'eau dans un contexte mondial. Protos veut ainsi apporter sa contribution à la discussion de la problématique mondiale de l'eau. Celle-ci se veut une intro-

duction lisible de la problématique dans tous ses aspects, et souligne surtout les relations sous-jacentes. Elle n'a donc pas comme but de faire le tour de tous les problèmes ni d'ouvrir de nouvelles voies scientifiques.

Partant de sa propre expertise provenant principalement de la coopération avec la société civile dans le tiers-monde, elle veut montrer que, partout dans le monde, des hommes veulent et doivent réussir à gérer ensemble de façon durable leur source de vie. Les efforts de ses partenaires en Afrique et en Amérique latine seront ainsi plus qu'une goutte à la mer.²

Contact : Dirk Glas, Protos asbl, Limburgstraat 62, B-9000 Gent, Belgique. Tél. : 32 9 225 27 93, fax : 32 9 225 66 07.

¹ Des exemplaires peuvent être commandés au prix de 500 F belges plus frais d'envoi.

² Cette brochure est disponible au prix de 100 F belges plus frais d'envoi.

Portrait d'une femme gestionnaire à l'AEP de Kolokani

En entrant dans la cour de la concession, on voit d'abord les marmites fumantes sous un manguier, quelques poules cherchant inlassablement des graines à picorer et une femme qui s'affaire autour des foyers. En nous voyant, Madame Traoré quitte sa cuisine avec un grand sourire et nous invite à nous asseoir.

Heureusement que nous sommes passés à l'heure du repas, sinon nous ne l'aurions pas trouvée. Alima Traoré nous explique que ce matin, elle a parcouru toute la ville pour relever les compteurs, et qu'elle ne dispose que de 30 minutes pour le repas de midi avant de repartir pour terminer sa tournée.

Madame Traoré est gestionnaire de l'adduction d'eau de Kolokani, et, en tant que femme, elle est pionnière dans la profession. Au Mali, en cumulant les postes de gardien, technicien et gestionnaire, on recense 107 salariés employés par les Adductions d'eau potable. Alima Traoré en fait partie, et c'est la seule femme qui partage son temps entre la maison, le bureau et le travail sur le terrain.

Madame Alima Traoré a obtenu un diplôme de gestion à l'Ecica (École commerciale pour l'industrie, le commerce et l'administration) en 1988. Après ses études, elle s'est mariée et est partie vivre à Kolokani. « Là-bas, je ne trouvais pas de travail qui correspondait à ma formation » explique-t-elle. Jusqu'à l'arrivée de l'adduction d'eau...

Suite à un financement de la coopération allemande, la ville de Kolokani dispose depuis mars

2000 d'un forage, d'un château d'eau et de 32 bornes-fontaines qui lui permettent de fournir de l'eau potable à 11 400 habitants. Parmi 15 autres candidats, c'est Madame Traoré qui a été recrutée sur test pour assurer la fonction de gestionnaire de l'adduction d'eau. Dans le cadre de son travail, elle relève tous les compteurs, encaisse l'argent de la vente de l'eau, et assure la gestion financière en tenant à jour les différents outils de comptabilité mis à sa disposition : le cahier relevé-facturation, les fiches clients, le livre recettes-dépenses et le livre de banque.

Pour réaliser son travail, Madame Traoré s'est fixé des horaires qui sont ceux de la fonction publique : 8h00-12h30 et 13h00-16h00. En dehors de ses déplacements sur le terrain, elle dispose d'un bureau à la station de pompage.

Et qu'on ne s'y trompe pas : malgré le temps accordé à l'adduction, Alima Traoré ne délaisse pas le travail à la maison. Elle mène de front et avec la même efficacité travail professionnel et tâches ménagères, ce qui occasionne de longues journées : elle se lève à 4h00 pour faire la cuisine ; elle part au bureau à 8h00 et revient à 12h30 pour avaler vite fait le repas pré-

paré le matin. Elle repart à 13h00 au bureau, rentre à 16h00 et cuisine pour le repas du soir jusqu'à 19h00. « Je confectionne également du gingembre et du jus de tamarin que je confie à une personne pour vendre au marché » ajoute-t-elle.

À n'en pas douter, Alima est une femme que le travail ne saurait effrayer. Pour preuve, elle a su faire face à des débuts difficiles : « Les deux premiers mois qui ont suivi la mise en service de l'adduction d'eau, je faisais mes relevés à pied. Aujourd'hui, je dis-

pose d'une mobylette pour me déplacer auprès des 32 bornes-fontaines et des branchements privés et administratifs ».

Les journées d'Alima Traoré sont bien remplies. « Je me repose le samedi et le dimanche, mais, parfois le week-end, je remplace le mécanicien pour démarrer le groupe électrogène et relever les compteurs de pompes ».

Contact : Denis Desille, CCAEP, s/c DNHE, BP 701 Bamako, Mali. Tél. : 223 21 96 21, fax : 223 77 37 35. E-mail : ccaep@cefib.com



La gestion du service de l'eau dans les petites villes en Afrique de l'Ouest

Autour du service de l'eau dans les petites villes en Afrique, le ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie de Mauritanie a accueilli 70 praticiens et professionnels de l'eau venant de neuf pays d'Afrique de

C'est avec le concours financier de la Coopération française que l'Institut de la Banque mondiale, le Programme Eau et Assainissement et le programme Solidarité Eau ont organisé cette rencontre dans le but de :

- dresser un état des lieux des politiques de l'hydraulique et des législations en vigueur dans les différents pays représentés ;
- présenter la situation de la décentralisation et la répartition des rôles entre les différents acteurs (État, collectivités locales, usagers, secteur privé...).

Les petites villes et l'eau

En Afrique, la problématique de l'AEP dans les petites villes, centres secondaires et gros bourgs ruraux se situe entre :

- l'hydraulique villageoise gérée selon un mode de gestion de type communautaire, et
- l'hydraulique urbaine « classique », le plus souvent assurée par des sociétés concessionnaires.

Ces centres ont une population comprise schématiquement entre 2 000 et 20 000 habitants d'un niveau de vie généralement plus élevé qu'en milieu rural.

Dans quelques villes précurseurs d'un mouvement qui devraient s'étendre, on peut d'ores et déjà noter que le prix de l'eau est fixé de façon à recouvrir la totalité des coûts récurrents, du renouvellement des installations et de l'extension du réseau de distribution et que des opérateurs privés apportent l'investissement initial et le contrôle du service public financé sur les recettes de la vente de l'eau. En Mauritanie par exemple, les concessionnaires financent sur les recettes de la vente de l'eau l'extension et la densification du réseau. Tout en évitant la thésaurisation de leur épargne, ils investissent dans leur installations pour mieux répondre à la demande des usagers. Plusieurs exploitants de réseaux, qui gèrent de 400 à 1 400 branchements, démarchent ainsi de nouveaux clients.

Une refonte du paysage institutionnel

La nouvelle répartition des rôles et responsabilités entre acteurs est marquée par l'émergence des collectivités locales et le recentrage des services étatiques sur leurs missions régaliennes. Les communes se voient reconnaître

un rôle croissant en matière d'organisation des services de l'eau. Au Sénégal, la loi ne dote pas les collectivités locales d'une compétence en matière d'AEP. En Mauritanie, après une période de forte implication dans la gestion du service, les communes se sont vu retirer quasiment toutes prérogatives. Au Mali, l'État s'apprête à transférer aux communes les compétences en matière d'AEP mais la régie directe leur est prescrite par la loi.

Les comités de gestion d'antan s'organisent aujourd'hui en association avec une personnalité morale leur permettant de contractualiser avec l'État et de faire appel à des prestataires privés. Dans tous les cas, les investissements initiaux à long terme restent du ressort de l'autorité concédante, en l'occurrence les États.

Se poser des questions pour mieux s'engager sur de nouvelles pistes

Les participants de la réunion ont fait ressortir une démarche à entreprendre plus que des recettes à appliquer. Nous pouvons citer quelques interrogations parmi les plus saillantes : Les exploitants devraient-ils constituer des provisions pour le renouvellement des

installations ? Quelles sont les barrières qui empêchent l'investissement privé et celui des banques ? Comment contrôler les exploitants privés afin de sauvegarder l'intérêt des usagers ?

Susciter l'engagement des opérateurs privés

Pour aller au-delà de l'affermage, un opérateur privé pourrait fournir les équipements électromécaniques (groupe et pompe submergée) ou financer la réhabilitation des installations, voire l'extension du réseau de distribution. Le secteur privé ne demande pas un traitement préférentiel ni des subventions ; il recherche un cadre réglementaire stable et un environnement commercial concurrentiel sans risques exagérés.

Optimiser de nouveaux instruments de financement

Comment inciter les banques à s'intéresser davantage à ce secteur en plein développement ? Comment rendre les communes petites et moyennes maîtres de leurs investissements ?

Contact : Marc Vézina, pS-Eau,
e-mail : vezina@pseau.org

L'implication du pS-Eau dans la thématique Migrations et initiatives économiques

Le programme pS-Eau/BfS anime depuis 1996 le service d'appui et de réflexion du Programme Développement Local Migration. Le PDLM est un dispositif d'appui à la réinsertion économique des migrants originaires du Bassin du fleuve Sénégal, et d'aide à une meilleure cohérence des actions de développement. Dans ce cadre, plus de 400 migrants originaires du Mali et du Sénégal se sont

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le ministère des Affaires étrangères ont confié une mission de secrétariat France du PDLM au pS-Eau/BfS. Ce dernier a ainsi développé des partenariats au Nord et au Sud et mis en oeuvre des actions d'information, de recherche et de concertation pour un meilleur accompagnement des projets économiques des personnes issues de l'immigration¹. Le pS-Eau a acquis un capital d'expériences sur la question de la réinsertion et de la création d'activités économiques par les personnes issues de l'immigration, notamment africaine.

Le programme *Migrations et initiatives économiques* (2001-2003), présenté ici, s'inscrit dans la continuité du travail engagé par le pS-Eau, mais ouvre également de nouvelles perspectives pour les migrants créateurs d'entreprise à distance et en France.

Les migrants, acteurs du développement économique

Avec l'arrivée des nouvelles générations, les pratiques de solidarité des migrants évoluent. Si les actions collectives des asso-

ciations se maintiennent malgré une tendance à la diminution du nombre de membres², on observe une augmentation des activités individuelles à vocation productive. Ces actions individuelles concernent en particulier les jeunes migrants (nouveaux venus) mais également les enfants de migrants (deuxième génération), pour des initiatives de création en France, dans le pays d'origine ou sur les deux espaces.

Certains migrants créent ou soutiennent des entreprises de production et de services dans des secteurs aussi divers que le petit commerce, les transports, l'artisanat, la production agricole et sa transformation dans leur pays d'origine, mais également en France ou sur les deux espaces. Le profil de ces personnes se caractérise par une importante capacité d'épargne et une forte solidarité avec la famille. Ainsi, pour monter leurs entreprises au pays et les faire fonctionner, les migrants maliens et sénégalais rencontrés lors de l'enquête menée par Migrance africaine et le pS-Eau en juin 2000³, affirment avoir investi 100 000 FF/projet.

Seulement, les investissements économiques qu'ils opèrent se heurtent souvent à des dif-

ficultés de gestion technique, administrative, financière. Ces investissements mobilisent peu le secteur bancaire autant en France que dans les pays d'origine, et bénéficient rarement d'appuis méthodologiques ou techniques extérieurs.

Objectifs du PMIE

L'objectif du PMIE est d'apporter aux migrants originaires d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord un pôle d'informations, de formations et d'ap-

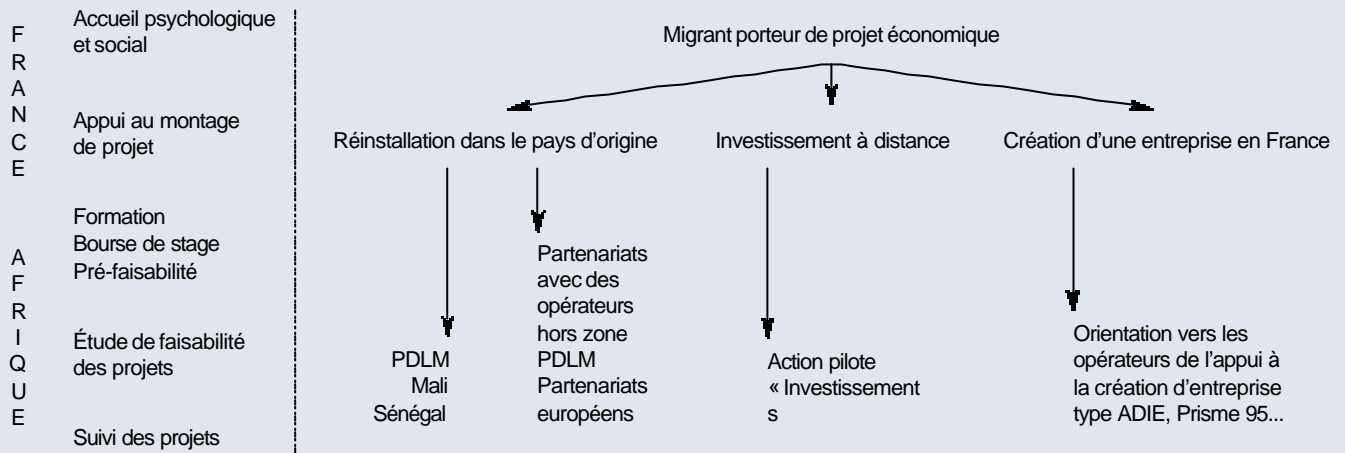
puis techniques pour leurs initiatives économiques.

L'accompagnement des initiatives économiques des migrants concerne une grande diversité d'acteurs en France et dans les pays d'origine (acteurs sociaux, ONG, organismes financiers), et nécessite de promouvoir des partenariats – démarches au coeur de la mission du pS-Eau. Le PMIE ne vise pas à recréer mais à connecter entre eux des services et des acteurs existants ayant des spécificités (en termes social, géographique, technique, de forma-



Seigne Médéric

Schéma du dispositif large d'appui aux initiatives économiques des migrants



Serge Médéiac



Serge Médéiac

tion, de financement) pouvant répondre aux attentes des migrants porteurs de projet. La mutualisation des différents services permettra d'accompagner une grande diversité d'initiatives économiques. Le PMIE a pour vocation d'être un pôle de compétences des acteurs d'appui au Nord et au Sud. Ce travail a déjà été amorcé. En effet, depuis deux ans, le pS-Eau anime un réseau d'opérateurs spécialisés : le Groupe d'appui à la micro-entreprise (Game)⁴. Par ailleurs, de nombreux contacts ont été établis avec les acteurs dits de l'économie solidaire (Adie, 3CI, Irfed, Efacea), dont les services sont souvent méconnus des migrants.

Le contenu du PMIE

Les actions prévues concernent les migrants porteurs de projets d'une part, et des opérateurs d'appui d'autre part. Des actions relatives à l'information et la communication seront également mises en oeuvre. Le PMIE constituera le lieu de convergence et de diffusion des informations et des compétences.

Des actions d'appui

aux porteurs de projets

┆ L'accueil apparaît être une étape essentielle dans le processus d'appui et d'orientation (projet de réinstallation, d'investissement à distance ou de création en France). Cette étape est l'occasion pour les porteurs de projets de réaliser un bilan de compétences.

┆ Les projets de réinstallation dans les pays d'origine sont appuyés au Mali, au Sénégal et en Mauritanie, dans le cadre du PDLM. Ce dispositif répond à une demande limitée mais bien réelle. L'objectif du programme MIE est de produire des recommandations, avec les opérateurs du Nord et du Sud⁵.

┆ Les projets d'investissements à distance ont fait l'objet, en 1999, d'une action d'identification des procédures bancaires et d'appui. En 2000 a été lancée une action pilote. Il s'agit, à terme, d'élaborer un dispositif qui permette à des migrants porteurs de projet de garantir un crédit à un promoteur local sur la base d'une épargne préalable.

┆ La création d'entreprises en

France est soutenue par les opérateurs de l'« économie solidaire », peu connus des migrants qui sollicitent les structures qui leur sont familières (ONG, associations de migrants, etc.). Le PMIE s'efforcera de réaliser un travail d'information et d'orientation des migrants vers les opérateurs spécialisés sur la création en France, avec lesquels des contacts ont été établis.

┆ Les bourses d'études de faisabilité, visent à permettre aux promoteurs d'appréhender les réalités socio-économiques de leurs pays d'origine, souvent méconnues, avant de formaliser leurs investissements et de contractualiser avec les partenaires du Sud (organismes bancaires, de crédit, d'appui, bureaux d'études, etc.).

Des actions en direction des opérateurs d'appui

Il s'agit de formaliser un réseau d'opérateurs spécialisés eu égard aux compétences spécifiques et complémentaires dont ils disposent. Le Groupe d'appui à la micro-entreprise, mis en place

à l'origine pour la rédaction du guide pratique *Se réinstaller et entreprendre au pays*, développe déjà depuis 1998 des pratiques d'échanges et de partenariat. Le PMIE vise à intensifier ces échanges et à les ouvrir à d'autres acteurs, notamment les organismes de l'« économie solidaire ».

┆ La capitalisation et la diffusion des pratiques des organismes. Le PMIE encouragera la mutualisation ainsi que les analyses croisées en ce qui concerne l'accueil des promoteurs notamment.

┆ Développer des outils communs s'inscrit dans la même démarche. Il s'agit d'expérimenter avec les opérateurs des outils (d'accueil, de formation...) qui complèteraient les dispositifs existants afin de pallier les difficultés.

┆ Identifier et contractualiser avec d'autres partenaires (partenaires sociaux, de l'« économie solidaire », partenaires européens, organismes d'appui au Sud) permettra d'impulser des partenariats au bénéfice des membres du ré-

seau.

┆ Ouvrir la réflexion au niveau européen à travers l'organisation de rencontres avec plusieurs ONG européennes impliquées dans l'appui aux projets de réinstallation des migrants et personnes déplacées dans leurs pays d'origine.

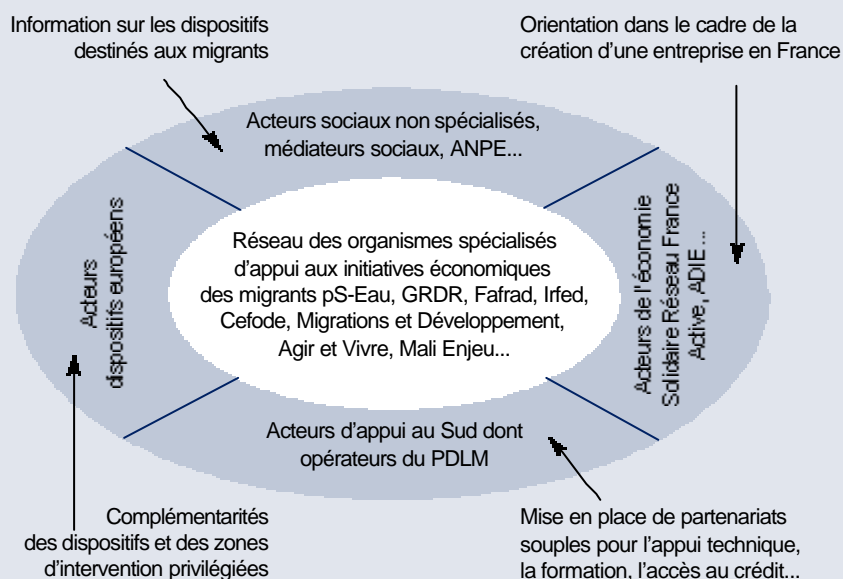
Les actions d'information et de communication

En vue d'une implication des acteurs non spécialisés dans l'accompagnement des initiatives économiques des migrants, le PMIE réalisera un travail d'information en leur direction. L'information se fera par le biais de différents supports : bulletin d'information diffusé au sein du réseau, plaquette d'information sur le PMIE, diffusion du guide et CD audio *Se réinstaller et entreprendre au pays*, forum d'échanges sur Internet, réunions, etc.

Sont visés les acteurs sociaux (assistantes sociales, chargés de

Contact : Olivier Kaba, Deborah Galliot, pS-Eau BfS, s/c GRDR, 20 rue Voltaire, 93100 Montreuil, France. Tél. : 33 (0)1 48 57 75 80, fax : 33 (0)1 48 57 59 75. E-mail : kaba@pseau.org

Schéma du positionnement des différents acteurs



¹ Publication en 1999 du guide pratique *Se réinstaller et entreprendre au pays* et organisation en 2000 d'un séminaire de concertation entre les acteurs de la micro-finance à Kayes au Mali.

² Les interventions des migrants dans le domaine de l'hydraulique au Mali et au Sénégal 1998/2000, pS-Eau.

³ Étude *Entretiens avec vingt migrants promoteurs de projets économiques au Mali et au Sénégal*, par Samba Yatéra et Mahamet Timéra de Migration africaine, juin 2000.

⁴ Le Game regroupe une dizaine d'organismes d'appui aux initiatives économiques des migrants : Afidra, GRDR, Fafrad, Migration et Développement, Agir & Vivre, Irfed, Ifaid, Cefode, Prisme 95, pS-Eau.

⁵ Extrait du rapport d'évaluation de Daniel Neu et Christophe Daum.

Premier prix méditerranéen de l'eau au 6^e salon Hydrotop

Le 6^e salon Hydrotop, organisé à Marseille par l'Asiem du 24 au 27 avril dernier, a été un succès. Sa vocation d'ouverture vers un carrefour euro-méditerranéen de l'eau s'est affirmée autant dans le colloque scientifique, la convention d'affaires, que dans le salon professionnel où 3 000 rendez-vous ont été organisés. Sur les 480 congressistes enregistrés en provenance de 25 pays, les étrangers ont représenté plus de 50 % des participants.

La tentative d'ouverture plus forte au grand public en 2001 n'a pas atteint les résultats escomptés et nécessitera à l'avenir une promotion plus ciblée et un contenu d'animation revu.

Le pS-Eau a été associé à cette manifestation sous plusieurs aspects par la tenue d'un stand, l'organisation d'une conférence débat sous le titre « De l'eau pour une planète solidaire » sous la conduite de Stéphane Hessel, et la co-création du premier Prix méditerranéen de l'Eau. L'esprit, autant que les critères du prix, sont très largement partagés par le pS-Eau.

L'antenne Méditerranée du pS-Eau, représentée par Patrice Burger, a assuré le suivi de ces actions et plus particulièrement la

mise en oeuvre du prix par la participation au comité technique et l'assistance au jury. Six candidats ont été présélectionnés :

- Sté Nymphé Water (France), pour son action de captage d'eau de source en mer ;
- Sté Oxel (France), pour son

détecteur de fuites pour les particuliers ;

- M. Chahbani (Tunisie), pour son système de distribution et de stockage d'eau économe en zones désertiques ;

- Sté Bofix (France), pour son dispositif économiseur d'eau dans la reforestation en zone aride ;

- Association Twiza (Maroc), pour son action d'éducation environnementale en milieu scolaire à Khémisset ;

- M^{me} Grosjean, Association SID, (France), pour son programme éducatif « l'Eau et la vie en Méditerranée » en France et en Tunisie.



Patrice Burger

Critères du Prix méditerranéen de l'Eau

- « Apporter des progrès significatifs en matière d'utilisation rationnelle de l'eau, d'économie d'eau, de recyclage, de réutilisation des eaux usées, de réduction des pertes, voire de dessalement d'eaux saumâtres ou salées à des coûts appropriés, de réduction des coûts de distribution de l'eau, d'accès à des ressources renouvelables, qui concourent à une amélioration de la gestion de ressources en eau.
- Présentant un caractère innovant, applicable et adapté au contexte méditerranéen, impliquant la société civile, dont les effets sont durables tant sur le plan du développement économique que sur le plan de l'équité sociale et de la protection de l'environnement. »

Les six candidats ont défendu leur projet face au jury présidé par Henri Rethoré, président du pS-Eau, et composé de personnalités nationales et internationales, dont M. Riolo (Water Service Corporation, Malte), M. Margat (Plan bleu), M. Mazziti (Semide), M. Benblida (Ime), M. Al Alawi (Conseil mondial de l'Eau), M. Muller (IRD), M. Jean (Canal de Provence), M. Boudoudresque (Groupe des Eaux de Marseille), M. Redaud (Gref) et M. Guettier (Mate).

Précédée d'une présentation audiovisuelle forte en émotions et en présence d'un nombreux public, l'annonce des gagnants et la remise des deux prix d'une valeur respective de 15 000 et 8 000 euros ont récompensé respectivement M. Chahbani (Tunisie) – 1^{er} Prix, et M^{me} Grosjean, Association SID, (France) – 2^e Prix.

Le prix comportant une obligation de diffusion et d'élargissement, nous entendrons certainement encore parler de ces deux lauréats auxquels le pS-Eau

Contact : Patrice Burger, Antenne Méditerranée du pS-Eau, s/c Cari, Le Triol, 34380 Viols-le-Fort, France. Tél. : 33 (0)4 67 55 61 18, fax : 33 (0)4 67 55 74 37. E-mail : cariassociation@aol.com



Patrice Burger

Courants de connaissance au Maghreb

Processus Stream

Depuis plusieurs années, le pS-Eau est impliqué dans la coalition Stream sous l'égide de IRC (Pays-Bas). L'objectif de cette coalition mondiale est de susciter et d'accompagner le partage des connaissances dans le domaine de l'eau, en particulier par la constitution de centres de ressources.

Plusieurs avancées significatives du pS-Eau dans ce domaine permettent aujourd'hui d'y voir plus clair dans la zone géographique du Maghreb et la Mauritanie. En effet, l'antenne Méditerranée du pS-Eau a terminé courant février 2001 un premier diagnostic qui caractérise les acteurs de la société agissant dans le domaine de l'eau dans cette région. Loin d'être exhaustive – une centaine d'investigations dont 33 validées –, cette enquête présente toutefois des lignes de force dont la mise en réseau apparaît comme l'un des points phare. Ceci autant pour le décloisonnement de l'accès à l'information technique que pour le renforcement des mouvements associatifs dans ces pays.

Concernant les centres ressources, les besoins s'expriment de la façon suivante :

- accompagnement pour la construction des viabilités des structures ;
- mise en place d'outils pour le travail en réseau ;
- formation à la gestion et la diffusion de l'information ;
- appui organisationnel et méthodologique (renforcement institutionnel).

Atelier international « Toolbox » à Delft (Pays-Bas) : des clés pour l'action

La mise en place des outils nécessaires aux centres de ressources a fait l'objet d'un atelier international aux Pays-Bas sur l'initiative de l'IRC. Outre le pS-Eau représenté par Patrice Burger, les participants étaient issus de centres de ressources situés dans différentes parties du monde et ayant testé et/ou mis au point un des outils de la future « boîte à outils », à savoir Cinara (Colombie), IRC

(Pays-Bas), RRAS-CA (Honduras), Crepa (Burkina Faso), Netwas (Kenya), PCWS (Philippines), IWMI (Sri Lanka), IWSD (Zimbabwe).

Cet atelier a permis de valider, mettre en cohérence et élaborer un mode d'emploi provisoire de douze outils méthodologiques, allant du simple diagnostic du potentiel d'une structure pour devenir un centre de ressources, jusqu'au mode de planification stratégique entre partenaires à un réseau en passant par le renforcement des capacités, l'objectif qualité, le marketing, etc., l'ensemble constituant un guide de « facteurs de succès » selon les critères du développement durable.

Objectifs du groupe de concertation Maghreb

Dans un avenir proche – septembre 2001 – le pS-Eau et l'ONG Tenmiya (Mauritanie) se sont associés pour organiser un atelier participatif en Mauritanie afin de réaliser une restitution partagée de l'enquête réalisée au Maghreb et élaborer le plan d'action du groupe de concertation Stream pour le Maghreb.

Dans l'enquête, trois participants pour chacun des quatre pays concernés (Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie) ont été identifiés et constitueront en quelque sorte le noyau de base du processus. À cette occasion, le pS-Eau et IWMI présenteront en avant-première test la « boîte à outils » devant permettre la constitution de centres de ressources et leurs réseaux.

▫ Patrice Burger

Contact : Patrice Burger, Antenne Méditerranée du pS-Eau, s/c Cari, Le Triol, 34380 Viols-le-Fort, France. Tél. : 33 (0)4 67 55 61 18, fax : 33 (0)4 67 55 74 37. E-mail : cariassociation@aol.com

INFO ORGANISMES

L'association « Les Sources »

Créée en 1996, l'association « Les Sources », dont l'objectif est la recherche de l'imaginaire de l'eau dans le monde, recueils de contes, mythes, fables, va effectuer cette année un voyage d'étude et de reportage sur la « reine de la pluie » en Afrique du Sud. Pour financer ce voyage, elle vous propose la vente d'un poème sur carte postale, au prix symbolique de 6 FF la carte.

Contact : Camille Talkeu Tounounga, Association Les Sources, 114 rue de Sèze, 69006 Lyon, France. Tél. : 33 (0)4 78 24 40 77.

**Vie associative en Allemagne : FAKT,
Consultation pour management, formation et technologies**

FAKT est un service conseil d'utilité publique fondé en 1986. D'abord créé sous le nom de FAKT Association for Appropriate Technologies, il se nomme maintenant FAKT Consult for Management, Training and Technologies. Car depuis 2000, son champ d'actions s'est considérablement étendu. Il conseille notamment des organisations dans les pays en développement, mais aussi leurs partenaires au Nord dans des domaines très variés. Ses services vont de la consultation en matière de planification et d'accompagnement de projets à long terme jusqu'à l'évaluation, les études et la formation. Grâce à un service gratuit de questions-réponses, ses partenaires du Sud peuvent facilement entrer en contact avec lui.

Ses équipes interdisciplinaires d'ingénieurs, d'économistes et de sociologues, disposant d'une expérience de plusieurs années dans des pays en développement, coopèrent dans de nombreux pays avec des consultants locaux, et organisent de multiples réunions d'échanges et de concertation au niveau mondial.

Ses stratégies d'intervention sont : gestion des projets et développement organisationnel, facilitation et conception de conférences, gestion financière, communication en matière de développement, agriculture, énergie, technologies hospitalières, formation professionnelle et promotion de l'artisanat, approvisionnement en eau et assainissement, industrie alimentaire.

INFO MULTIMÉDIA

La Solidarité internationale s'affiche encore sur Internet. Recidev (Réseau Citoyenneté Développement) a poussé la porte du Web et apporté ses petites pages « perso » d'informations et d'animation en réseau. Pour tout savoir sur les différentes rubriques : activités, campagnes, les jeunes, bureau de presse, le centre de documentation, etc., connectez-vous sur : <http://perso.wanadoo.fr/recidev>.

Voici l'Internet dédié aux associations dans les domaines de l'humanitaire, l'environnement et l'action sociale : www.interassos.net. Pour promouvoir vos actions, annoncer vos projets, développer vos initiatives, relayer vos informations, il suffit d'adhérer au club. E-mail : contact@interassos.net.

INFO LECTURES

Raconte moi... l'eau

Préface de Dominique Voynet.
Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.
Paris, février 1999, collection du Citoyen,
31 pages. ISBN : 2-84368-019-0

Un peu d'histoire, l'eau au cœur de notre culture, respecter l'eau, l'eau dans tous ses états, les usages de l'eau, un enjeu sanitaire, la gestion de l'eau, l'eau dans le monde, quelques métiers de l'eau, s'engager pour défendre l'eau, lexique, adresses utiles, voici une collection qui répond à toutes les questions sur la citoyenneté. Avec elle, découvrons de façon claire et ludique l'histoire, le rôle et le pouvoir des institutions françaises qui nous gouvernent.

Cet ouvrage est vendu en librairie et grande surface.

Contact : Nouvelle Arche de Noé Éditions, 153 boulevard Haussmann, 75008 Paris, France. Tél. : 33 (0)1 53 83 95 78, fax : 33 (0)1 53 75 36 80.

L'eau, mythes et symboliques

C.I. Eau, Paris, février 2001,
64 pages, gratuit sur demande

Ce livret de 64 pages, consacré aux croyances liées à l'eau, a été conçu en synthèse d'études sémiologiques afin de mieux décrypter la nature complexe des questionnements actuels liés à l'eau.

Car mythes de l'eau et symboliques religieuses sont gravés dans notre subconscient et participent à la perception de l'eau aujourd'hui. L'eau, normalisée par des réglementations conformes aux exigences de nos civilisations industrielles occidentales, porte en elle les représentations les plus anciennes qui influencent encore

INFO LECTURES

les opinions tant sur la qualité que le prix.

L'ouvrage s'articule autour de deux axes majeurs qui sont : les mythes de l'eau et le fonds mythologique profond, et les symboles religieux.

Contact : C.I. Eau, 38 rue de Courcelles, 75008 Paris, France. Tél. : 33 (0)1 42 56 20 00, fax : 33 (0)1 42 56 01 87. Site : www.cieau.com.

L'eau : une problématique financière mondiale

Une étude de Pricewaterhouse Coopers, mars 2001, 44 pages, gratuite sur demande

La croissance démographique et l'activité humaine ont complètement bouleversé au cours du siècle dernier les aspects quantitatifs et qualitatifs de la ressource en eau sur notre planète. Plus que l'eau potable ou l'irrigation, c'est également la dépollution de l'eau et la protection des écosystèmes qui seront les plus gros consommateurs de capitaux. Le risque, si aucune initiative sérieuse n'était prise, serait de voir le XXI^e siècle devenir le siècle de la soif avec un risque réel de menace de survie dans plusieurs régions du monde. Il ne fait donc pas de doute que de nouveaux mécanismes financiers sont à développer de manière très significative et pour longtemps. L'eau est par ailleurs un patrimoine commun de l'humanité qui implique une gestion en termes de développement durable au niveau planétaire.

À la suite du Forum mondial de La Haye, les orientations suggérées par le Conseil mondial de l'Eau semblent aller dans ce sens. Des travaux considérables devront être accomplis d'ici 2003,

date du prochain Forum mondial de l'Eau au Japon.

Toutefois, l'enjeu est avant tout politique ; c'est aux pays de l'OCDE et aux principaux pays industrialisés de prendre leurs responsabilités. Il est urgent de le faire, l'issue de la bataille mondiale de l'eau en dépend.

Contact : PriceWaterhouse Coopers, 32 rue Guersant, 75017 Paris, France. Tél. : 33 (0)1 56 57 85 22. Site internet : www.pwcglobal.com/fr

Publications éditées par Hydrotop suite à la 6^e édition du Carrefour euro-méditerranéen de l'eau (24 au 27 avril 2001)

I Recueil des articles et communications du colloque scientifique et technique. Soixante-quinze conférences sur les thèmes suivants :

- Les politiques de l'eau dans les pays méditerranéens.
- La coopération internationale et euro-méditerranéenne.
- L'eau et le tourisme (La qua-

lité et la sécurité de l'alimentation en eau en zone touristique, Concilier politique de l'eau et tourisme, La qualité des eaux de baignade).

- La réforme de la loi française sur l'eau (2001).
- L'eau et le consommateur (La délégation des services publics d'eau et d'assainissement, Le comptage de l'eau et le recouvrement des factures clients, La distribution d'eau dans les zones rurales et socialement défavorisées).
- Le dessalement des eaux saumâtres et marines, l'évolution

Le CREPA (Burkina Faso) publie trois manuels :

Dispositif d'un poste d'eau potable : manuel de construction, d'installation, d'utilisation et d'entretien

Grâce à ce manuel, le poste d'eau potable peut être à la portée de tous, aussi bien des professionnels du secteur, des techniciens que des artisans. L'objectif de celui-ci est de permettre aux populations d'avoir facilement accès à cette technologie pour un usage quotidien, à la maison, à l'école ou dans d'autres lieux publics. Les trois modèles de postes d'eau potable sont décrits dans ce manuel, les différentes étapes de la construction du PEP-école ainsi que quelques règles d'hygiène et d'entretien du dispositif.

Dispositif de lavage des mains

Le dispositif de lavage des mains est décrit dans la première partie de ce manuel, la deuxième partie distingue les différentes étapes de sa construction, et la troisième partie donne quelques règles d'hygiène et d'entretien du dispositif.

Guide de fabrication artisanale de compost Ousseynou Guene, Léocadie Bouda

Ce manuel résulte d'enquêtes menées dans quatre villes d'Afrique occidentale et d'expérimentations dans des sites pilotes à Cotonou et à Ouagadougou. Compte tenu de l'éclosion du mouvement associatif s'investissant dans la gestion des ordures, il était indispensable de rendre accessibles ces informations à ces nouveaux acteurs. C'est ainsi que tout le processus de production de compost a été traduit en images facilement compréhensibles. Le processus tel que décrit dans ce manuel n'est rigoureusement applicable que dans des conditions climatiques semblables à celles de Ouagadougou. Il faudra avant toute application dans un autre contexte porter une attention particulière à d'autres facteurs.

Contact : CREPA, 03 BP 7112 Ouagadougou, Burkina Faso. Tél. : 226 36 62 10/11. Fax : 226 36 62 08. E-mail : crepa@fasonet.bf

INFO LECTURES

des coûts.

– L'utilisation des capteurs dans l'autosurveillance des systèmes d'assainissement.

– Quels systèmes de traitement des boues pour les pays méditerranéens ?

– Le plomb dans les eaux d'alimentation.

Version papier : 400 FF TTC, version CD-Rom : 250 FF TTC.

I Catalogue de la Convention d'affaires. Soixante-dix fournisseurs, cent cinquante acheteurs de trente pays. Avec contacts, adresses, compétences et/ou projets d'investissements.

Prix de vente : 250 FF TTC.

† **Contact** : Hydrotop'2001, BCI Groupe Adhésion, 71 rue des Tilleuls, 92771 Boulogne Cedex, France.

Tél. : 33 (0)1 41 86 41 50, fax : 33 (0)1 46 03 86 26.

L'eau, de la cellule au paysage

Éditions scientifiques Elsevier, Paris, février 2001, 440 pages, ISBN 2-84299-243-1, 345 FF

L'eau, de la cellule au paysage traite de « l'eau, source de vie : sa qualité, sa gestion ». L'ouvrage rassemble disciplines, approches et échelles différentes afin de percevoir les enjeux environnementaux sur les problématiques suivantes :

– l'eau, vecteur d'informations environnementales ;

– l'eau, vecteur d'informations biologiques ;

– l'eau et la qualité de l'environnement dans les zones humides ;

– l'eau dans son intégration socio-économique et appliquée.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DU PS-EAU

L'eau et la santé. Guide pratique pour les intervenants en milieu rural africain

Gret/pS-Eau, Paris, mars 2001, 112 pages, ISBN 2-86844-116-5, 50 FF + frais de port

Ce guide, commandé par le pS-Eau et financé par le ministère des Affaires étrangères, est un manuel pédagogique à l'intention de tout opérateur intervenant au niveau de l'exécution et de la maintenance des aménagements destinés à fournir de l'eau potable aux populations des pays en développement : associations, collectivités locales, entreprises, hydrogéologues, agents de santé, animateurs, enseignants, techniciens, sociologues, spécialistes de la santé, etc.

Il a pour objectif d'apporter les éléments utiles pour comprendre l'importance de la qualité de l'eau pour la santé des consommateurs ; pour évaluer les paramètres qui permettent de suivre les critères de qualité ; pour protéger la ressource en eau depuis son origine jusqu'à sa consommation ; pour amener le consommateur à utiliser une eau potable ; et enfin, pour améliorer une eau défectueuse par des traitements appropriés.

Étant donné la diversité des thèmes abordés, ce document a été préparé par un groupe de cinq spécialistes : J. Duchemin (ingénieur sanitaire), M. Larivière (professeur de médecine tropicale), A. Montiel (Mission scientifique de la qualité de l'eau, Sagep), M. Viland (expert en Sciences de l'environnement et Qualité de l'eau), P. Zarrabi (expert en Sociologie du développement).

† **Contacts** : Huquette Bernardi, pS-Eau, 32 rue Le Peletier, 75009 Paris. Tél. : 33 (0)1 53 34 91 20, fax : 33 (0)1 53 34 91 21. E-mail : bernardi@pseau.org. GRET, Service Librairie, 211-213 rue La Fayette, 75010 Paris. Fax : 33 (0)1 40 05 61 10. E-mail : librairie@gret.org

Contribution de la société civile francophone au Forum mondial de l'Eau de La Haye

(mars 2000). Propositions pour « le cadre pour l'action »

Olivia Drevet, Pierre-Marie Grondin, pS-Eau, mars 2001, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères

Dans le cadre d'un thème central et fédérateur « Le Citoyen au coeur du débat », l'Académie de l'Eau, le programme Solidarité Eau et le Secrétariat international de l'Eau ont présenté trois outils : la Charte sociale, la Maison de l'eau et des citoyens, et des propositions concrètes.

Le secteur de l'hydraulique en Afrique de l'Ouest est en pleine mutation. Ces évolutions se sont accélérées ces dernières années : recentrage des missions de l'Etat sur des fonctions de planification, d'organisation, de contrôle et d'agrément des opérateurs ; plus forte implication des collectivités locales et territoriales ; promotion et implication du secteur privé ; autogestion des infrastructures en milieu rural et promotion d'associations d'usagers pour la gestion et/ou l'exploitation. Cette nouvelle répartition des rôles place les associations d'usagers, les collectivités locales et le secteur privé au coeur des nouvelles politiques de l'hydraulique.

Il est primordial que nos partenaires d'Afrique de l'Ouest aient pu exprimer leurs attentes et leur vision de la gestion de l'eau pour le siècle prochain. La présentation de ces expériences a pu permettre une meilleure compréhension des différents types d'acteurs, de leurs attentes, de leurs limites et de leurs capacités d'engagement dans les nouvelles données politiques.

Ce document est la synthèse des propositions faites par les représentants du réseau

INFO ÉVÉNEMENTS

Du 27 au 30 août 2001

Poitiers (France)

Séminaire d'été « Éduquer au développement durable », une approche des inégalités Nord-Sud

L'association Orcades et le Rectorat de Poitiers organisent un séminaire sur le développement durable, à destination des enseignants, aides-éducateurs et responsables associatifs impliqués dans l'éducation au développement en milieu scolaire.

† **Contact** : Orcades, tél. : 33 (0)5 49 41 49 11, fax : 33 (0)5 49 52 22 66. E-mail : orcades@orcades.org

Les 28 et 29 novembre 2001

Liège (Belgique), Palais des Congrès

Conférence Internationale sur les « Stratégies de développement durable eau et aménagement du territoire »

L'Académie de l'Eau et le ministère de la Région wallonne organisent une Conférence internationale sur les « Stratégies de développement durable eau et aménagement du territoire », dont vous trouverez ci-dessous la première circulaire.

Plusieurs colloques et conférences internationales ont constaté, tout comme la Conférence de New York Rio+5, que très peu d'opérations d'aménagement respectaient effectivement les principes du développement durable, bien que souhaités par leurs responsables. Ce constat a été également celui du colloque international « Eau, aménagement du territoire et développement durable » organisé au Sénat à Paris,

les 10 et 11 février 2000, avec l'appui de l'Union européenne et de plusieurs pays européens.

C'est pourquoi, dans leurs conclusions, les 220 participants ont demandé à ce que l'Académie de l'Eau et le ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme lancent, avec l'appui de plusieurs pays de l'Union, une réflexion pour analyser les raisons de ces obstacles et proposer des moyens pour les surmonter.

Cette réflexion a été entreprise avec l'examen approfondi de dix cas choisis et d'une analyse plus succincte de deux cents autres afin de tirer de ces analyses une « proposition de stratégie de développement durable pour l'eau et l'aménagement du

territoire » s'appuyant sur la Directive cadre européenne pour l'eau de décembre 2000.

L'objet de la « Conférence internationale de Liège » prévue en français, anglais et espagnol avec traduction simultanée, est l'examen et l'adoption d'une telle stratégie. Celle-ci serait, après adoption à Liège, soumise en 2002 à la Conférence Rio+10 prévue en Allemagne puis, après amendement, à un atelier sur le développement durable et l'eau à Kyoto en mai 2003.

Après la présentation des objectifs de la Conférence et des études préliminaires et de la Directive cadre, la journée du 28 novembre sera consacrée à la présentation des dix cas pilotes et à une large discussion. Une récep-

tion sera offerte en soirée par le ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme.

La matinée du 29 permettra de montrer les apports de la Directive cadre sur l'eau de l'Union européenne et ceux du Schéma de développement de l'espace communautaire aux stratégies de développement durable concernant l'eau et l'aménagement du territoire, objets de la conférence. Ces stratégies seront discutées et amendées avec l'Union européenne en début d'après-midi, avant la clôture des travaux prévue vers 16 heures.

Les frais de participation à cette conférence sont de 180 euros.

† **Contacts** :

COURRIER DES LECTEURS

Manuel du foreur d'eau, version intégrale photocopiée

« Je vous remercie bien vivement d'avoir porté à la connaissance de vos lecteurs l'existence de mon *Manuel du foreur d'eau*, dont une large diffusion me tient beaucoup à coeur. J'ai consacré une grande partie de ma carrière au forage d'eau proprement dit, à l'organisation des travaux qui en relèvent et à la création de matériels spécifiques.

Comme vous l'avez souligné, c'est au 4^e trimestre 1999 que j'ai publié l'ouvrage en question. Récemment, sur la demande de plusieurs organismes d'enseignement technique spécialisés, nous nous sommes appliqués à produire une version intégrale dudit *Manuel du foreur d'eau*, sous une forme plus simple : deux volumes photocopiés recto-verso, sur papier blanc A4 80 g, reliés par peignes en matière plastique. Il va sans dire que cette forme de reproduction n'a pas la qualité atteinte par l'impression laser sur papier extra blanc 120 g utilisé pour l'édition originale. Mais ladite version demeure parfaitement fonctionnelle et agréable à consulter. Nous proposons la fourniture de cette version pour la somme de 365 FF (franco de port et exempté de TVA).

Si vous vouliez bien avoir l'amabilité de faire savoir à vos lecteurs l'existence de cette nouvelle possibilité d'acquisition du *Manuel du foreur d'eau*, peut-être rendriez-vous service à certains d'entre eux, aux plus jeunes notamment.

Avec mes remerciements anticipés pour une action dans ce sens. »

Agua Para La Vida recherche pour Rio Blanco au Nicaragua**Un hydraulicien**

Fonctions : Direction de l'École technique en eau potable (Étap), qui forme des résidents à la conception et à la réalisation de projets d'adduction et de distribution d'eau en zones rurales. Responsable de l'enseignement dans cette école. Assistance technique sur place à l'équipe de Agua Para La Vida dans la réalisation de projets ruraux d'eau potable : captage de sources, acheminement. Aide technique à d'autres groupes construisant des systèmes d'eau potable.

Profil : Ingénieur hydraulicien ou génie civil. Maîtrise de l'espagnol. Expérience de vie dans les pays du tiers-monde quasi essentielle.

Statut : Contrat initial de six mois renouvelables ensuite tous les ans. Salaire plus que suffisant pour vivre au Nicaragua mais pas compétitif avec salaire, emploi et qualifications comparables en France. Vacances d'un mois par an avec voyage payé au pays d'origine. Assurance maladie fournie par APLV.

Profil de Agua Para La Vida : Petite ONG, dont le siège est en Californie, et dont l'équipe de Rio Blanco est presque exclusivement nicaraguayenne. Les activités incluent la construction de systèmes d'eau potable, la formation de chefs d'équipe, le suivi des systèmes existants, la préservation des aquifères, un programme d'éducation à l'hygiène. APLV, qui a débuté en 1987, a réalisé plus de 22 systèmes de distribution d'eau potable au Nicaragua. Cette organisation est financée par des dons et ne reçoit pas d'appuis gouvernementaux.

Contacts : Gilles Corcos et Charlie Huizenga, e-mail : aplv@igc.org
Au Nicaragua : Mathieu Le Corre, e-mail : mathieu@ibw.com.ni

Action Contre la Faim recherche, dans le cadre du développement de ses programmes humanitaires, pour la Sierra Leone, le Soudan et le Timor**Des hydrauliciens**

Missions : Encadrement d'un projet d'alimentation en eau potable : forage de puits, captage de sources, éducation à l'hygiène. Suivi et gestion du projet au sein d'une équipe. Gestion et encadrement d'équipes locales.

Profil recherché : Qualifications : formation Hydraulique, Hydrogéologie + 2 ans d'expérience professionnelle. Langues : pratique de l'anglais indispensable, pratique d'une langue supplémentaire souhaitée (espagnol, portugais, etc.).

Statut : Volontaire : indemnités de 5 000 FF, couverture sociale, mutuelle complémentaire, assurance rapatriement, hébergement, allocations frais de vie à la charge d'Action Contre la Faim.

Poste à pourvoir le 1^{er} août 2001.

Envoyer CV et lettre de motivation à Olivier Benquet, chargé de recrutement, Action Contre la Faim, 4 rue Niepce, 75014 Paris, France. Tél. : 33 (0)1 43 35 88 88, fax : 33 (0)1 43 35 88 05. E-mail : ob@acf.imagnet.fr

**Programme Solidarité Eau**

32 rue le Peletier
75009 Paris
tél. : 33 (0)1 53 34 91 20
fax : 33 (0)1 53 34 91 21
e-mail : pseau@pseau.org
internet : www.pseau.org

La Lettre du pS-Eau n° 38

Responsable de la rédaction :
Pierre-Marie Grondin

Coordinatrice de publication :
Huguette Bernardi

Ont participé à ce numéro :
Guillaume Aubourg
Huguette Bernardi
Patrice Burger
Denis Desille
Pierre-Marie Grondin
André Grosbras
Olivier Kaba
Christophe Le Jallé
Boubacar Macina
Marc Vézina

Photo de couverture :
Idrissa Guiro

Conception graphique :
Solange Münzer

Mise en page : Hélène Gay

DUMAS Imprimeur
42100 Saint-Étienne
D.L. : juillet 2001
N° d'imprimeur :